

réalisé par les membres du Conseil de sécurité le 2 novembre 1973<sup>7</sup>,

*Ayant examiné* le fonctionnement de la Force d'urgence des Nations Unies constituée en application desdites résolutions, tel qu'il ressort des rapports du Secrétaire général,

*Notant*, selon le rapport du Secrétaire général en date du 1<sup>er</sup> avril 1974 (S/11248), que, dans les circonstances actuelles, l'opération de la Force d'urgence des Nations Unies est toujours nécessaire,

1. *Exprime ses remerciements* aux Etats qui ont fourni des troupes à la Force d'urgence des Nations Unies et à ceux qui ont fait des contributions matérielles et financières volontaires pour appuyer la Force;

2. *Exprime sa satisfaction* au Secrétaire général des efforts qu'il a déployés pour appliquer les décisions du Conseil de sécurité concernant la création et le fonctionnement de la Force d'urgence des Nations Unies;

3. *Félicite* la Force d'urgence des Nations Unies de sa contribution aux efforts accomplis pour réaliser une paix juste et durable au Moyen-Orient;

4. *Prend acte* de l'opinion du Secrétaire général, à savoir que le dégagement des forces égyptiennes et israéliennes n'est qu'un premier pas sur la voie du règlement du problème du Moyen-Orient et que la poursuite de l'opération de la Force d'urgence des Nations Unies est essentielle non seulement pour maintenir le calme qui règne actuellement dans le secteur Egypte-Israël, mais aussi pour contribuer, si besoin est, aux nouveaux efforts visant à établir une paix juste et durable au Moyen-Orient, et décide en conséquence que, conformément à la recommandation formulée au paragraphe 68 du rapport du Secrétaire général en date du 1<sup>er</sup> avril 1974, le mandat de la Force d'urgence des Nations Unies, que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution 341 (1973), est prorogé pour une nouvelle période de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 24 octobre 1974;

5. *Note avec satisfaction* que le Secrétaire général n'épargne aucun effort pour résoudre de façon satisfaisante les problèmes de la Force d'urgence des Nations Unies, y compris les problèmes urgents mentionnés au paragraphe 71 de son rapport du 1<sup>er</sup> avril 1974;

6. *Note en outre avec satisfaction* que le Secrétaire général a l'intention de réexaminer constamment l'effectif nécessaire pour la Force en vue d'opérer des réductions et de faire des économies lorsque la situation le permettra;

7. *Demande* à tous les Etats Membres, en particulier aux parties intéressées, de prêter tout leur appui à l'Organisation des Nations Unies pour l'application de la présente résolution;

8. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité de façon suivie, comme il en est prié dans la résolution 340 (1973).

*Adoptée à la 1765<sup>e</sup> séance  
par 13 voix contre zéro<sup>8</sup>.*

<sup>7</sup> Ibid., vingt-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1973, document S/11072.

<sup>8</sup> Deux des membres (Chine et Irak) n'ont pas participé au vote.

## Décision

A sa 1766<sup>e</sup> séance, le 15 avril 1974, le Conseil a décidé d'inviter les représentants du Liban, d'Israël, de la République arabe syrienne, de l'Egypte, du Koweït et de l'Arabie Saoudite à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée "La situation au Moyen Orient : lettre, en date du 13 avril 1974, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/11264)".

## Résolution 347 (1974)

du 24 avril 1974

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné* le point de l'ordre du jour contenu dans le document S/Agenda/1769/Rev.1,

*Ayant pris note* du contenu des lettres du représentant permanent du Liban en date des 12 et 13 avril 1974 (S/11263<sup>9</sup> et S/11264) et de la lettre du représentant permanent d'Israël en date du 11 avril 1974 (S/11259<sup>9</sup>),

*Ayant entendu* les déclarations du Ministre des affaires étrangères du Liban et du représentant d'Israël,

*Rappelant* ses résolutions antérieures pertinentes,

*Profondément préoccupé* par la continuation d'actes de violence,

*Gravement inquiet* de ce que de tels actes risquent de compromettre les efforts actuellement déployés pour instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient,

1. *Condamne* la violation par Israël de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Liban et demande une fois encore au Gouvernement israélien de s'abstenir d'autres actions et menaces militaires contre le Liban;

2. *Condamne* tous les actes de violence, en particulier ceux qui entraînent la mort tragique de civils innocents, et prie instamment tous les intéressés de s'abstenir de tous autres actes de violence;

3. *Demande* à tous les gouvernements intéressés de respecter les obligations que leur imposent la Charte des Nations Unies et le droit international;

4. *Demande* à Israël de libérer et de rendre immédiatement au Liban les civils libanais enlevés;

5. *Demande* à toutes les parties de s'abstenir de toute action qui risque de compromettre les négociations visant à instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient.

*Adoptée à la 1769<sup>e</sup> séance  
par 13 voix contre zéro<sup>10</sup>.*

<sup>9</sup> Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1974.

<sup>10</sup> Deux des membres (Chine et Irak) n'ont pas participé au vote.